

Professeur Perronne : avec un traitement précoce, l'épidémie est finie en quelques semaines !

écrit par Marcher sur des oeufs | 9 avril 2021



Le Professeur Perronne n'est plus reçu sur les plateaux télé, pourtant il ne s'est pas couché, il continue sa lutte contre la désinformation et pour la vérité. Excellente interview sur Sputnik, qui fait peur. Même le professeur Perronne est pessimiste... il faut avouer qu'il y a de quoi !

Gestion de la crise sanitaire: le Pr Perronne dénonce «un délire total» – entretien exclusif || Par [Adrien Peltier](#) | 08.04.2021

Très impliqué dès le début de la pandémie, le Pr Christian Perronne signe un nouveau livre sur la crise et sa gestion. Revenant sur sa mise à l'écart et les différents traitements qu'il continue de défendre, l'infectiologue controversé étrille au passage les manœuvres des institutions sanitaires, des laboratoires et du gouvernement. Interview.

La parole du professeur Perronne se fait rare dans l'espace

public. Et pour cause, depuis que ses déclarations sur l'hydroxychloroquine, jugées trop polémiques par l'AP-HP et l'Ordre des médecins, lui ont coûté certaines de ses fonctions, l'ancien président du Haut conseil de la santé publique et spécialiste des maladies infectieuses semble boudé par les principaux médias.

Il est pourtant l'auteur de l'essai sur le Covid-19 le plus vendu dans les librairies françaises: *Y a-t-il une erreur qu'ils n'ont pas commise?* (Éd. Albin Michel 2020), écoulé à plus de 100.000 exemplaires. Loin d'être réconcilié avec une gestion de crise qu'il juge catastrophique, il s'attaque une nouvelle fois aux gouvernants et aux autorités sanitaires qui, trop souvent à l'en croire, «obéissent aux labos».

Dans *Décidément, ils n'ont toujours rien compris!* (Éd. Albin Michel 2021), le scientifique se projette même dans l'après-Covid et, compte tenu de la stratégie sanitaire actuelle, ne se montre guère optimiste.

Sputnik: En décembre dernier, Martin Hirsch, directeur de l'AP-HP, mettait fin à vos fonctions de chef de service des maladies infectieuses et tropicales à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches. Par ailleurs, vous avez été démis de la vice-présidence de la Fédération de la maladie de Lyme, que vous avez vous-même fondée. Quelles suites comptez-vous donner à ces mesures?

Pr Christian Perronne: «D'abord, les motifs qui m'ont été avancés dans le courrier que j'ai reçu sont: premièrement, que j'aurais eu des "propos indignes"; ensuite, que je serais responsable de menaces de mort envers un jeune médecin qui s'en est plaint partout. Or, avec mes avocats, nous avons la preuve que ces menaces ne peuvent pas avoir été suscitées par moi, puisque bien antérieures aux rares fois où j'ai cité ce médecin. On a voulu me faire porter le chapeau. C'est donc juste une censure de la libre parole, car dans la tenue de mon service, il n'y avait rien à reprocher. Pour ce qui est des suites, j'ai contesté ces accusations au tribunal, la

procédure est toujours en cours.»

Sputnik: Dans votre livre, vous mettez en évidence les liens étroits qu'entretiennent les organismes de santé avec les laboratoires pharmaceutiques, ainsi que le «pantouflage» de certains représentants publics. Est-ce selon vous la raison de l'interdiction des traitements validés par différentes études (hydroxychloroquine, ivermectine)? Sont-elles trop peu coûteuses pour satisfaire les laboratoires?

Pr Christian Perronne: La raison véritable, il faudrait la demander aux responsables. Ce qui est choquant –et je parle en connaissance de cause, j'ai présidé des groupes de travail à l'Agence du médicament et ailleurs, j'ai travaillé à des recommandations –, c'est ce deux poids, deux mesures. Je n'ai jamais rien vu de tel auparavant.

Interdiction des traitements, «probablement une question de coût»

Un médicament comme le remdesivir, dont je savais dès mars 2020, par des réanimateurs, qu'il y avait beaucoup de problèmes rénaux graves et dont on a vu par la suite qu'il ne marchait pas, a été autorisé en urgence. En revanche, de vieux médicaments que l'on connaît [L'hydroxychloroquine et l'ivermectine, ndlr], qui sont très sûrs et qui ont soigné des centaines de millions de gens, sont déclarés dangereux du jour au lendemain. Et c'est probablement une question de coût, en effet. L'un coûte plus de 1.000 euros la dose et les autres quelques euros seulement.»

□ *Pr Christian Perronne : « L'hydroxychloroquine est efficace, toutes les études le prouvent ! Nous avons l'étude de [@raoult_didier](#), en Chine, au Bangladesh, aux États-Unis. »*
[#COVID__19 @IHU_Marseille@EricMorillot @Incorrectibles](#)

Lien du replay : <https://t.co/BeUfxH6LHFpic.twitter.com/PvzPoIcA1E>

Sputnik: A contrario, le vaccin AstraZeneca est toujours autorisé par l'Agence européenne des médicaments (EMA). Il a même été autorisé à changer de nom et de packaging, mais devra tout de même ajouter le risque de Thromboses à sa liste d'effets secondaires notoires. Est-ce là le signe de connivences des laboratoires avec les autorités?

Pr Christian Perronne: «Je ne sais pas. Ce qui est sûr, c'est que toutes les agences du médicament –que ce soit en France, au niveau européen ou aux États-Unis– sont largement financées par l'industrie. Après, comme il n'y a pas beaucoup de financements publics, que l'industrie aide à l'évaluation des médicaments, pourquoi pas! Si c'est fait de manière impartiale, c'est parfait, mais dans ce système, on ne peut pas écarter la possibilité de pressions.»

Sputnik: Par ailleurs, vous accusez l'OMS d'être, elle aussi, partielle, mais fustigez le gouvernement lorsqu'il ne suit pas ses directives, notamment le confinement, que l'organisation déconseillait. N'est-ce pas paradoxal?

Pr Christian Perronne: «L'OMS a changé plusieurs fois de point de vue sur plusieurs choses, donc c'est compliqué de se positionner en accord ou en désaccord. Ce que je sais, c'est qu'il faudrait suivre l'exemple des pays asiatiques –la Corée, Taïwan, Singapour, le Vietnam ou même l'Inde– qui ont isolé les malades et qui n'ont pas confiné totalement, ou bien de manière ponctuelle.

«Avec un traitement préventif, l'épidémie est terminée en quelques semaines»

Isoler les malades, tester et traiter le plus rapidement possible. Avec un traitement précoce, comme ceux évoqués dans mon livre, l'épidémie peut être contrôlée très vite. C'est ce

qu'on voit avec ces pays qui ont des millions d'habitants et quelques dizaines de morts seulement. En Afrique aussi, ils traitent massivement et il y a plus de morts en France que dans tout le continent.»

Sputnik: Pour ce qui est des vaccins, vous restez sceptique, que ce soit ceux à ARN messenger ou à vecteur viral. Que préconisez-vous donc? Le modèle d'Israël, qui a massivement vacciné et retrouve une vie normale, n'est-il pas enviable?

Pr Christian Perronne: «Contrairement à ce qui se dit, j'ai toujours été pro-vaccins, j'ai participé à la politique vaccinale du pays pendant des années et même à l'OMS pour l'Europe. Mais là, je n'ai jamais vu ça, il s'agit de technologies qui n'ont jamais été utilisées chez l'homme, sauf pour des vaccins extrêmement ponctuels et peu suivis. Et d'un seul coup, on fait la promotion d'une vaccination généralisée –à l'échelle mondiale, cela fait plusieurs milliards de personnes– alors qu'on a très peu de recul sur la tolérance, l'efficacité [...] Surtout, ce qui m'inquiète, c'est que beaucoup développent des formes sévères du Covid alors même qu'ils sont vaccinés. Ça m'interroge.

«Ce n'est pas le vaccin qui a fait baisser l'épidémie»

Pour ce qui est d'Israël, je ne suis pas sur le terrain, je peux difficilement en juger, mais des médecins israéliens m'ont appelé et laissé entendre que sur place, tout ne se passait pas si bien. Et si vous regardez au Royaume-Uni par exemple, toute la population n'a pas été vaccinée et la courbe de baisse des cas est comparable à celle de pays ayant très peu vacciné.

En fait, la mortalité du Covid-19 baisse presque partout dans le monde avec les fameuses courbes en cloche. Au Portugal, par exemple, ils n'ont presque plus de morts, car beaucoup de malades ont été traités à l'ivermectine [...] **Le**

vaccin doit s'inscrire dans une logique globale. Ce qui me choque c'est que pour avoir une autorisation de mise sur le marché conditionnelle d'un vaccin, la condition posée normalement par les agences du médicament, c'est qu'il n'y ait pas de médicaments efficaces. Or là, on sait d'après les publications internationales et les retours de terrain, qu'il y en a.»

Sputnik: À la fin de votre ouvrage, vous reprenez le modèle des prédictions de Nostradamus et listez de nombreuses annonces troublantes de dirigeants et scientifiques faites avant l'apparition du virus. Faut-il comprendre que celui-ci a été artificiellement créé?

Pr Christian Perronne: «Je ne suis pas virologue, mais ce que je trouve anormal là-dedans, c'est que des scientifiques et non des moindres –y compris des prix Nobel– se posent des questions et qu'il n'y ait pas de débat digne de ce nom. Il est très facile à mon avis de savoir si ce virus est naturel ou s'il y a des insertions. Encore une fois, je ne suis pas capable de trancher là-dessus, mais aujourd'hui, on peut séquencer, isoler, et mener des études plus poussées sur la provenance du virus. Et que des gens aient annoncé cette pandémie, c'est prouvé, c'est même des choses écrites et c'est troublant.»

Sputnik: Vous finissez par donner vos propres prédictions, qui ne sont guère optimistes concernant l'avenir social, économique, psychologique et même écologique du pays. Que pensez-vous, par ailleurs, de l'éventuelle instauration d'un passeport vert?

Pr Christian Perronne: «Il y a déjà une souffrance profonde, une hausse des suicides et des conséquences dramatiques pour la société. Pour une maladie qui tue maintenant très peu, je ne vois pas l'intérêt d'ajouter en plus un passeport sanitaire. Avec des taux de mortalité très faibles (proches de 0,05% à 0,1%), pourquoi aller imposer à des populations

entières qui ne sont pas à risque de se vacciner pour voyager, aller au restaurant? Ça devient du flicage et une atteinte aux libertés individuelles.

Même l'instauration d'un QR code, ça rime à quoi? On saura avec qui l'on a été et on pourra être poursuivi dès qu'on est cas contact d'une personne asymptomatique, en parfaite santé, mais qui a le malheur d'avoir un test PCR faussement positif. Ça n'a plus aucun sens en termes de santé publique, nous sommes dans un délire total. J'ai géré auparavant plusieurs crises sanitaires avec les autorités et je dois dire que cette fois je ne sais vraiment pas où on va.»

<https://sptnkne.ws/FSXp>